

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.
 PÓŁROCZNIE..... 16 fr.
 ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAÎSSANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 8 fr.
 SIX MOIS..... 16 fr.
 UN AN..... 30 fr.

Etranger:

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LA CONSTITUTION DE DANTZIG

A la séance d'ouverture de la Diète constituante de Dantzig, sir Reginald Tower, haut commissaire de l'Entente, a prononcé un discours significatif et qui prouve que le problème de Dantzig évolue, sous l'impulsion de certains facteurs, vers une solution que le Congrès de Versailles n'a nullement prévue. Sir Reginald Tower a, d'abord, célébré l'intimité sereine qui n'avait cessé de régner entre lui et les autorités allemandes de la ville libre, héritières de l'ancien régime. Il a exhorté ensuite les notables dantziçois à agir selon l'antique devise de leur ville: «Nec temere, nec timide» (ni audace, ni timidité), et à se rappeler toujours que Dantzig est la «fille aînée» de la Ligue des Nations, qui se charge de veiller sur sa sécurité et ses intérêts. C'est là, et tout le monde l'a compris, une façon détournée de déposséder la Pologne des droits et des prérogatives que la Conférence de la paix avait nettement stipulés. En parlant des futurs rapports polono-dantziçois, sir Reginald Tower s'est bien gardé de rappeler, comme c'était son devoir, que le Traité de Ver-

sailles avait confié à la Pologne «la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, ainsi que la protection de ses nationaux dans les pays étrangers» (art. 104). Au contraire, à entendre M. Tower, on pourrait supposer que Dantzig est devenu un Etat souverain avec lequel la Pologne n'aura que des rapports de voisinage fort précaires.

M. Tower ignore-t-il que la ville libre de Dantzig devait, conformément à l'esprit du traité, assurer à la Pologne la possibilité de communiquer librement avec l'Occident et la préserver ainsi d'une strangulation économique?

Rien d'étonnant à ce que cette situation énigmatique du haut commissaire de l'Entente, lequel semble préoccupé surtout d'empêcher l'exécution stricte du traité, éveille en Pologne une indignation générale et des inquiétudes d'autant plus légitimes que sir Reginald prétend rendre inamovible sa dignité de souverain non couronné de l'Etat de Dantzig.

L'Angleterre et la Pologne

Il faut bien le reconnaître, l'Angleterre est, à l'heure présente, comme une ennemie pour la Pologne.

Si ce n'est pas toute l'Angleterre, c'est, du moins, le gouvernement de M. Lloyd George. Ou, pour mieux dire, c'est M. Lloyd George lui-même; car, le premier ministre anglais n'est pas toujours d'accord avec son cabinet, quand il s'agit de la Pologne.

M. Lloyd George a déjà fait un tort immense à la Pologne.

Dès l'armistice, il a montré qu'il n'avait aucune confiance dans la Pologne. Ce n'est pas à elle qu'il a songé pour contenir le bolchevisme menaçant l'Europe. Ce n'est pas à elle qu'il a pensé à fortifier pour la mettre en mesure de résister aux Soviets.

M. Lloyd George a pensé à l'Allemagne. C'est une armée allemande qu'il a maintenue à Riga et à Dunabourg pour garder les provinces baltiques, au mois de novembre 1918. Et plus tard, c'est à Denikine qu'il a envoyé trois milliards de secours anglais pour lutter contre les bolcheviks.

Quant à la Pologne, M. Lloyd George n'a pas trouvé mauvais que son territoire fût menacé et même envahi par les bolcheviks. Il a laissé la Pologne «se détrouiller», jusqu'au jour où les dangereuses intrigues de l'Allemagne dans les Provinces Baltiques ont fini par lui ouvrir les yeux. Alors, imitant l'exemple de la France, M. Lloyd George a secouru la Pologne, mais insuffisamment.

Si l'Angleterre avait envoyé à Pilsudski les secours qu'elle a si libéralement expédiés à Denikine, les bolcheviks auraient connu moins de triomphes.

Dans l'Etat polonais reconstitué, M. Lloyd George voit un allié naturel de la France. Pour cette raison, le ministre anglais ne veut pas que la Pologne soit forte.

Il a dit à la France: «Qu'avez-vous besoin d'une alliée sur le continent? A quoi bon une Pologne forte? Pour vous aider contre l'Allemagne? Mais nous sommes là, Angleterre et Amérique, avec les «canons» du Concile des Nations. Faites confiance à la Société des Nations, elle vous secourra!»

Et la France lui répond:

«Après que nous aurons perdu deux ou trois batailles de Charleroi, vous nous secourrez. Merci, messieurs les Anglo-Saxons! Mais, vous nous permettez de songer à une aide moins lente que la vôtre!»

C'est ainsi que la France vient de conclure une alliance militaire avec la Pologne, malgré les entraves que M. Lloyd George a essayé d'apporter à cette alliance, en influençant la famille royale belge.

C'est ainsi que la France s'est efforcée de secourir la Pologne et de l'aider à se reconstituer solidement sur la frontière orientale de l'Allemagne.

Malheureusement, à cet égard, l'influence néfaste de M. Lloyd George a déjà produit ses effets.

On n'a pas oublié que, dans la première rédaction du traité de Versailles, la Haute-Silésie (moins ses districts les plus germanisés) était attribuée «purement et simplement» à la Pologne.

Mais, la Prusse tenait énormément à sa province de Haute-Silésie. Un général prussien avait dit: «Si les charbonnages et la métallurgie de la Haute-Silésie restent à l'Allemagne, celle-ci pourra songer à la revanche; sinon, elle devra y renoncer!»

L'Allemagne ayant demandé aux Alliés qu'un plébiscite intervint en Haute-Silésie, l'Angleterre et l'Italie (pour des raisons différentes) s'empressèrent de l'accorder, et la France dut l'accepter.

On sait le tort immense qu'éprouve la Pologne par ce fait, et, au contraire, le secours qu'elle aurait reçu de la Haute-Silésie, si cette province avait été réunie au territoire polonais dès le 10 janvier 1920, comme l'ont été la Prusse Occidentale et la Régence de Bromberg.

C'est M. Lloyd George qui ne l'a pas voulu. Il n'a pas voulu davantage que le port de Dantzig fût largement ouvert à la Pologne, comme le prévoit l'article 104 du traité de Versailles; et pour empêcher l'exécution loyale d'un traité au bas duquel il a cependant mis son nom, M. Lloyd George a envoyé à Dantzig sir Reginald Tower, personnage néfaste, dont les intrigues anti-polonaises se poursuivent en ce moment même à la conférence de Spa, où il navigue dans le sillage de son digne patron, M. Lloyd George.

C'est au même Lloyd George que l'on doit la préparation, si fâcheuse pour la Pologne (et pour la France), du plébiscite en Mazurie et dans les districts de Marienwerder, Stuhm, etc. Les forcés militaires, envoyées par l'Angleterre et par l'Italie dans ces régions, sont tout à fait insuffisantes pour entraver les intrigues sanglantes des Allemands.

L'Angleterre songerait même à retirer ses troupes le plus tôt possible des pays plébiscitaires, et, pour cette raison, elle aurait avancé la date du plébiscite, sans égard pour les intérêts polonais.

M. Lloyd George manque de soldats, et cela, juste au moment où sa politique d'intrigues en Perse, en Mésopotamie, au Caucase, en Syrie, en Egypte et en Irlande l'oblige à un grand effort militaire. Jamais l'Empire britannique n'a été plus troublé que sous le règne de M. Lloyd George.

Mais, d'où viennent la défiance, l'antipathie et l'hostilité que M. Lloyd George manifeste à la Pologne?

De son ignorance de la question polonaise? A vrai dire, il est d'autres questions qu'ignore M. Lloyd George, si l'on en croit M. Mantoux, le fameux interprète du Conseil des Alliés, maintes fois témoin de l'insuffisante documentation que montrait le premier ministre anglais au sein de ce Conseil.

M. Lloyd George n'aime pas la Pologne, et telle est la source originale de sa politique anti-polonaise.

M. Lloyd George est un sectaire protestant qui se figure que les Polonais sont des sectaires catholiques. On lui a dit, jadis, sur les bancs de sa petite église galloise, qu'il faut détester les «papistes» et il continue à détester les papistes.

Tout autour de M. Lloyd George, il ne manque pas de gens intéressés à nourrir la défiance que le sectaire gallois éprouve à l'égard de la Pologne.

M. Lloyd George n'est pas un libre-penseur, comme on se l'imagine parfois, ou, s'il l'est, c'est dans la religion des autres. Après avoir vitupéré le «papisme» des Irlandais et des Polonais, on le voit qui court au Pays de Galles, faire un sermon dans l'une de ces trente-six petites chapelles qui se partagent la ferveur des sectes protestantes.

Réconforté par ce prêche, il rentre à Londres pour jeter le blâme et la déconsidération sur la Pologne qui ose attaquer les bolcheviks et les poursuivre jusqu'à Kiev, au moment même où l'Angleterre s'apprête à causer avec l'aventurier Krassine.

fol F 60

Par l'astuce de sa diplomatie, M. Lloyd George se flattait de circonvenir Moscou et de décider les bolcheviks à se retirer de Perse, où leur présence est si dangereuse pour la politique anglaise. Mais « donnant, donnant », Krassine exige que la Pologne soit désavouée, découragée, menacée même par ses alliés de l'Ouest, et toute une moitié de la presse anglaise n'y manque pas.

M. Lloyd George fait mieux.

Il tolère le rassemblement d'une armée allemande en Prusse orientale, sur le flanc de la Pologne. Cette armée a ouvert ses rangs à des officiers russes qui comptent des amis parmi les nationalistes russes qui intriguent à Paris, Goutchkof, l'ancien ministre de la guerre de Kerensky, est allé visiter ces officiers russes au mois de février dernier. Il a vu aussi le gouvernement lithuanien de Kowno, et l'armée lithuanienne où tant d'officiers allemands ont pris du service.

Aujourd'hui, les Allemands de Prusse Orientale et les Lithuaniens sont prêts à marcher contre la Pologne. Ils ont attendu l'heure propice, celle où la Pologne est serrée de près par les bolcheviks.

L'offensive paraît imminente, et, pour lui donner un but et un motif, M. Lloyd George intime à la Pologne l'ordre d'abandonner Wilno et de livrer cette ville polonaise au gouvernement lithuanien.

La Pologne n'est pas si affaiblie encore et si abandonnée de ses amis (nous voulons le croire) qu'elle doive obtempérer à un ultimatum si injuste et si insolent.

Sa situation n'en est pas moins critique et si elle en sort à son avantage, comme nous en sommes persuadé, elle ne devra cependant pas oublier l'ennemi astucieux et dangereux qu'elle a rencontré dans M. Lloyd George, soutenu par une partie de l'opinion anglaise, malheureusement ignorante de la question polonaise.

Georges BIENAIMÉ.

Une Combinaison anglo-italienne

Il serait imprudent de taire le profond malaise qui se fait jour en Pologne. Pendant que sur la Bérézina en combattant pour leur sécurité ils défendaient les intérêts du monde civilisé, les Polonais avaient tout lieu de croire que là où leurs intérêts dépendent de la décision des Alliés, aucun préjudice ne leur serait causé. Or, actuellement, ils commencent à en douter. En effet, que se passe-t-il ? La Pologne, n'ayant pas pu jusqu'ici entrer en possession de son port, le trafic maritime lui est virtuellement interdit. La question de Dantzig traîne en longueur et sir Reginald Tower, représentant des Alliés, n'y est pas étranger.

Autre épine douloureuse : le plébiscite de la Prusse Orientale. La région litigieuse y porte l'empreinte d'un joug prussien plus que séculaire. On pouvait s'attendre à ce que les Commissions de l'Entente s'appliquent à l'effacer autant que possible afin d'assurer à l'épreuve du plébiscite le maximum d'équité et de justice. Il n'en fut rien.

Sur 11 préfets que la Commission d'Allenstein a confirmés dans leurs fonctions, on compte 11 Allemands. Tous les services publics ont été confiés à des Allemands et, ce qui est pire, à des Prussiens impénitents. La langue officielle est partout l'allemand. La toute-puissante organisation prussienne de « Heimatsbund » est ouvertement dirigée par M. Gaigé, le Commissaire du Reich. Quant aux voies ferrées, non contente d'en confier la direction aux autorités prussiennes, la Commission interalliée, présidée par M. Rennie, un Anglais, a fait l'impossible pour couper Allenstein de Varsovie et pour le relier, par contre, avec Berlin et Königsberg. Chose à peine croyable : il faut 6 heures pour traverser les 83 kilomètres qui séparent Allenstein de la frontière polonaise !... Malheur à qui voudrait expédier pour la Pologne un colis ou un sac de pommes de terre ! Il est obligé d'écrire à Königsberg car la Commission de l'Entente s'en réfère à la direction des chemins de fer prussiens ; au bout de 3 semaines il n'aura aucune réponse ; ses pommes de terre seront pourries. Et voici le bouquet : à

Ostrode, des cheminots polonais ont été révoqués pour n'avoir pas voulu prêter serment aux autorités allemandes, serment que la Commission interalliée a théoriquement aboli !...

Ces détails nous sont communiqués par un officier français qui vient de là-bas et qui se dit navré de la paresse et du mauvais vouloir des représentants anglais et italiens à la Commission interalliée de plébiscite.

TACTIQUE DU GÉNÉRAL BROUSSILOV

Si l'on suit attentivement les opérations des armées rouges au cours des derniers mois, aucun doute ne peut subsister au sujet de la présence à leur tête du général Broussilov. On reconnaît en tout sa tactique. Ce sont des coups d'une violence extrême portés successivement sur différentes parties du front ; c'est l'emploi de toutes les forces disponibles jusqu'à l'extrême limite de l'endurance humaine. Ce sont les mêmes procédés qui ont rendu si redoutables les offensives du général Broussilov pendant la grande guerre, mais ce sont eux aussi qui ont épuisé moralement et physiquement les armées du tsar.

La science du vieux général, son indomptable énergie se font non seulement sentir dans l'exécution d'un plan déterminé, elles apparaissent aussi dans le fonctionnement des chemins de fer, ce qui est plus que surprenant dans l'état actuel auquel les ont réduits les bolcheviks. Mais, où l'énergie de Broussilov a été impuissante, c'est dans la question du ravitaillement, qui n'existe pas du tout, pour ainsi dire. Les armées vivent sur le pays et le soldat pille le paysan qui devient son ennemi implacable. Il faut aussi noter que les troupes qu'a actuellement sous ses ordres le général Broussilov ne ressemblent pas du tout à celles qu'il avait naguère sous ses ordres. A côté de régiments d'élite, elles sont composées de bandes indisciplinées qui ne sont bonnes qu'à se livrer au pillage et à la maraude. C'est le cas des fameuses divisions du général Budienny.

Néanmoins, si les armées bolchevistes n'ont pu briser la résistance des soldats de Pilsudski, celui-ci aura du mal, vu la supériorité numérique des rouges, à les anéantir dans une bataille rangée. La guerre peut encore durer longtemps et la victoire ira à celui des deux adversaires où la population saura tenir le plus longtemps et dont le patriotisme sera capable du plus grand effort.

Propos d'un vieil émigré

Le chaleureux plaidoyer en faveur de l'Allemagne auquel s'est livré M. Keynes, dans son étude sur les conditions économiques de l'Europe d'après guerre, n'a pas été sans impressionner profondément l'aréopage des illustres businessmen d'Outre-Manche.

Ils sont partis à Spa dans des dispositions qui semblent très favorables à faire aux Allemands une série de concessions. Comme l'on ne transigera pas, évidemment, sur les questions qui intéressent directement les Alliés, c'est la Pologne qui est appelée à payer les frais de la séance.

A l'heure où le présent numéro de « Polonia » parviendra à ses lecteurs, on saura probablement le résultat de la Conférence de Spa. Il se peut que ce résultat ne nous soit pas nettement défavorable. Mais, pour le moment, on a peine à se défendre de sérieuses appréhensions.

Il y a deux questions sur lesquelles les Anglais et les Allemands paraissent être d'accord. Ce sont celles de Dantzig et de la Haute-Silésie.

En ce qui concerne Dantzig, il s'agirait de remanier l'article 104 du Traité de Versailles, qui attribue à la Pologne le contrôle des affaires de la Ville libre. Sir Reginald Tower, l'envoyé de l'Angleterre à Dantzig, a déjà tout fait pour mettre à néant les clauses du Traité. Il a débuté, dès son arrivée à Dantzig, par un discours en allemand et des courbettes à l'adresse de l'élément teutonique de la ville. Actuellement, il apporte à Spa un projet du futur statut de Dantzig, qui est nettement favorable à l'Allemagne et qui enlève à la Pologne les garanties déjà très restreintes par lesquelles le Traité de Versailles avait voulu lui assurer un libre accès à la mer.

Quant à la Haute-Silésie, les Allemands veulent livrer un assaut décisif à la clause du Traité qui y institue un plébiscite. Ils savent que la consultation populaire leur sera défavorable et se rendent parfaitement compte que l'élément polonais, qui constitue en Haute-Silésie la grosse majorité de la population, votera pour la Pologne. C'est pourquoi ils veulent, à tout prix, éviter le plébiscite.

Y réussiraient-ils ? C'est là qu'est toute la question. Si les Alliés cèdent, les conséquences seront plus que désastreuses. La Pologne n'admettra jamais qu'on la frustre de ses droits sur Dantzig et qu'on lui enlève la Haute-Silésie. Des complications irréparables pourraient surgir d'une pareille iniquité.

Nous avons à Spa, en la personne de la France et de la Belgique, des amis sincères. Espérons qu'ils réussiront à triompher de la perfidie de l'Angleterre et de la veulerie de l'Italie, à qui sa dépendance économique à l'égard de la Grande-Bretagne a fait perdre les dernières notions de l'équité et du bon sens. Les forces de nos défenseurs et de nos adversaires ne sont guère égales. Espérons, néanmoins, que la bonne cause prendra encore une fois le dessus.

Ce n'est vraiment pas le moment d'accabler la Pologne. Les attaques furieuses des bolcheviks lui causent assez de préoccupations pour qu'on vienne encore lui en créer d'autres.

L'Angleterre excelle dans le petit jeu des tracasseries internationales. Ne la voilà-t-elle pas en train de se tailler un fief sur les bords du Niémen. Sa tendresse s'est tout à coup portée aux Lithuaniens dont, il y a quelques années encore, elle ignorait complètement l'existence. Après s'être fait attribuer les pétroles de Mossoul, elle désire s'emparer des forêts lithuaniennes. Et comme il lui plairait de voir ce fief aussi grand que possible, elle veut l'élargir en lui adjoignant, au détriment de la Pologne, la ville de Wilno, où, sur 200.000 habitants, on ne compte guère plus de 2.000 lithuaniens.

Les Polonais, évidemment, ne céderont pas de bon gré. Ils s'opposeront, les armes à la main, aux appétits lithuaniens, que soutient la politique anglo-allemande. Il y aura encore du sang versé.

Sur qui retombera-t-il ?

Si l'hypocrisie traditionnelle n'a pas encore étouffé les dernières lueurs de leur conscience, les puritains de Londres, M. Lloyd George en tête, feront bien d'y penser.

UN VIEIL ÉMIGRÉ.

BULLETIN

— Les communiqués militaires de Berlin.

L'Agence Polonaise de Presse attire l'attention des journaux français sur la nécessité de n'accepter les nouvelles alarmantes, concernant la situation militaire en Pologne, qu'avec la plus grande méfiance. Une propagande germano-bolcheviste, qui a son siège à Berlin, et dont les buts sont faciles à deviner, tend à discréditer la Pologne. Pour obtenir ces résultats, elle ne recule pas devant les inventions les plus fantaisistes.

Avant d'annoncer aux lecteurs la prise de Wilno ou de Lwow (Lemberg), ils ne feront pas mal de lire les communiqués polonais, toujours très explicites, et de consulter la carte.

— La contre-révolution russe... à Königsberg.

L'opinion polonaise est sérieusement préoccupée des nouvelles qui circulent avec persistance au sujet de mystérieux préparatifs militaires dans la région de Königsberg. On parle de forces assez importantes et bien équipées, qui s'apprêteraient à déclencher une offensive dans la direction de la Lettonie. Pour donner le change à l'opinion occidentale, on représente ces préparatifs comme un grand mouvement contre-révolutionnaire russe dirigé exclusivement contre les bolcheviks. Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte, pour se rendre compte qu'il ne peut être question d'attaquer les armées rouges en partant de Königsberg.

En réalité, il s'agit certainement d'un complot tramé de longue date entre les hobereaux prussiens et les réactionnaires russes et dirigé contre la Pologne d'abord, et contre le traité de Versailles ensuite.

— Un plébiscite truqué.

On mande d'Olsztyn (Allenstein) au journal « Czas » de Cracovie que les résultats de l'enquête à laquelle se sont livrés les contrôleurs polonais du plébiscite, sont surprenants. La majeure partie des listes de vote allemandes ont été audacieusement truquées au nez de la commission interalliée. Plusieurs listes contiennent jusqu'à 90 % de noms truqués. Dans une des localités, sur 100 listes, on n'en a trouvé qu'une seule de régulière. Ces découvertes jettent une lumière crue sur la façon dont s'accomplissent les travaux préparatoires au plébiscite.

— Travail forcé en Russie soviétique.

La Russie soviétique n'est plus qu'un immense bagne, si on en croit ce que dit, dans le « Hufvuelstads blad » de Helsingfors, un réfugié de Russie, M. Leidenfus. A partir de 18 ans, tout le monde est astreint au travail. Pour les femmes,

Il est obligatoire jusqu'à 45 ans; pour les hommes, jusqu'à 60 ans. Personne ne peut choisir son travail. Il est assigné d'office à chacun. A la première absence, c'est un blâme; à la deuxième, une amende; à la troisième, le couplet, considéré comme déserteur, est puni de prison, ou même, suivant les circonstances, de mort. La journée est de douze heures; le repos de midi non compris. Le salaire est, dans les « armées ouvrières » employées à différents travaux, égal à la solde militaire: 500 roubles par mois et la ration de vivres. Les ouvriers « commandés » dans les usines sont mieux payés et peuvent vivre en famille.

Les paysans tâchent surtout d'éviter les réquisitions; ils s'opposent, les armes à la main, aux faibles détachements des gardes rouges qui viennent les opérer; ils cachent tout ce qu'ils peuvent, devant les expéditions plus importantes. Les réquisitions de blé ont dégoûté le paysan du travail; celles des bestiaux ont souvent rendu impossible toute culture. Le paysan russe, qui n'a jamais possédé autant de terrain, n'en a jamais cultivé si peu.

— La différence entre Kief et Wilno.

La critique militaire du grand journal polonais «Czas» (Le Temps) parlant de la situation créée sur le front souligne la grande différence qui existe entre le théâtre septentrional des opérations et celui du sud.

«Le front ukrainien, dit le «Czas», est un front qui produit surtout de l'effet, qui sert d'excellent prétexte pour la propagande politique et qui fait beaucoup parler de lui, grâce à la «question ukrainienne» à laquelle il est lié. Mais au point de vue militaire et stratégique, il ne saurait nullement être comparé avec l'importance du front nord.

«C'est de celui-ci que dépend, en quelque sorte, la sécurité de la Pologne, ici, une avance sérieuse des bolcheviks pourrait avoir des conséquences néfastes et serait de nature à compromettre gravement sa situation à l'Est. Elle pourrait séparer la Pologne de la Lithuanie et des régions baltiques, alors que les bolcheviks entreraient en contact avec le gouvernement lithuanien et avec l'Allemagne elle-même. On conçoit ainsi l'importance qu'aurait eue une victoire bolcheviste remportée autour de Wilno. Les bolcheviks le comprennent très bien, et c'est pourquoi le gros de leurs forces reste toujours concentré au nord, au seuil de la porte de Smolensk, qui ouvre la route sur Moscou. Les troupes soviétistes se bornent à défendre cette route et ne pensent même pas à livrer aux Polonais une bataille décisive sur la Dvina et la Bérézina, bataille qui déciderait du sort de la guerre polono-bolcheviste.»

— Une nouvelle banque germano-russe.

On mande de Berlin: A côté des nombreuses banques allemandes, dont les opérations principales consistent à subventionner diverses institutions et entreprises, il vient d'être fondé, à Berlin, un nouvel établissement de crédit, sous le nom de «Banque Germano-Russe», avec un capital initial de 10 millions de marks. La «Frankfurter Zeitung», en confirmant cette nouvelle, ajoute que la «Banque Germano-Russe» resserrera encore plus les relations commerciales et politiques entre la Russie et l'Allemagne.

POLOGNE ET LITHUANIE

Les rapports polono-lithuaniens se ressentent fâcheusement du fait que le pouvoir, à Kovno, reste toujours entre les mains des milieux qui l'avaient reçu aux temps de l'occupation allemande. La convocation de la Constituante n'a rien changé à cet état de choses. Il est caractérisé par les deux traits suivants: 1° Le gouvernement lithuanien se trouve acculé à chercher la protection étrangère; 2° il la cherche et la trouve toujours contre la Pologne. Le gouvernement de Kovno oscille entre Moscou et Londres. Mais son armée se trouve entièrement entre les mains des Allemands. Son objectif est invariablement le même: obtenir l'évacuation, par les Polonais, de la région de Wilno et obtenir de la sorte une frontière commune avec la Russie.

Les dirigeants lithuaniens se rendent parfaitement compte de leur impuissance, escomptent trois hypothèses suivantes:

I. — L'armée polonaise est battue par les bolcheviks et rejetée au delà de la ligne du Bug. Dans ce cas, les

Lithuaniens occupent Wilno, conformément à un accord secret avec les Soviétiques.

II. — Les Polonais sont attaqués à revers par les Allemands et obligés à se replier. L'occupation de Wilno en sera assurée de concert avec les Allemands.

III. — Les puissances de l'Entente ordonnent à la Pologne de renoncer à Wilno, comme le fait prévoir le «Times» dans son dernier numéro.

Il faut ajouter, toutefois, que les Lithuaniens ne sont que 1.800.000 dans leurs limites ethnographiques. Même si leurs calculs se réalisent, ils se trouveraient dans la région de Wilno, noyés dans la masse de population polonaise et blanc-ruthène et ne pourraient maintenir leur occupation qu'à la pointe des baïonnettes allemandes. Ce serait alors une guerre à jet continu à laquelle l'Europe n'aurait rien à gagner.

La seule solution possible à laquelle les dirigeants de Kovno ne paraissent pas songer, c'est un accord avec la Pologne sur la base d'une fédération et d'une égalité des droits absolue ou bien un régime spécial des nationalités s'inspirant de celui de la Suisse où trois langues et trois races s'enchevêtraient sans se combattre. Mais, pour que l'apaisement se fasse dans les esprits surchauffés de ces contrées, il faut que les dirigeants de Kovno cessent de tabler sur Berlin et Moscou et que l'armée lithuanienne ne soit plus un instrument entre les mains des Allemands qui l'organisent et l'encaissent à la barbe des missions alliées à Kovno.

Chronique financière

La Bourse entre décidément dans la période de convalescence. Les innombrables cadavres ont été enterrés; les blessés se relèvent tout doucement et il y en a déjà parmi eux qui songent à la reprise, sinon des hostilités, tout au moins des affaires. Les bonnes gens se disent qu'après tout la plupart des valeurs ont baissé de 30 à 60 % et que, la vie continuant, les cours ne peuvent pas rester éternellement à un taux qui, dans nombre de cas, est franchement ridicule. D'autre part, la baisse des devises étrangères a, elle aussi, une limite, pour le moment au moins, car, si la situation financière de la France s'améliore, heureusement, tous les jours, elle n'est pas encore complètement assainie, et des années s'écouleront sans doute, avant le redressement définitif; il suffit, pour s'en rendre compte, d'observer les chiffres du budget, des impôts, de la balance commerciale, etc. Toujours est-il, qu'après de violents soubresauts dans les deux sens, les changes se calment manifestement et ont une tendance nette à se stabiliser; et c'est là tout ce que la Bourse demande pour le moment.

Conformément à nos prévisions, «les valeurs de pétrole» ont été les premières à profiter de la reprise, et s'inscrivent toutes en hausse notable. Le «Shell Transport» se distingue par sa fermeté bien influencée par les déclarations faites à la dernière assemblée générale de cette Société; la situation de l'industrie pétrolière y apparaît comme des plus brillantes et il est évident que la puissante entreprise qui est la Shell en tire des profits substantiels. De très hauts cours sont plus que probables sur cet excellent titre dont l'achat s'impose.

Dans un autre ordre d'idées, signalons les «valeurs de caoutchouc», notamment la «Kong» et l'«Eastern», des plus intéressantes au cours actuel.

Parmi les «valeurs diverses», nous attirons de nouveau l'attention sur les actions «Monaco» et «Vichy», entreprises qui seront les premières à profiter de la venue en France des touristes étrangers.

Paul Landowski.

ÉTABLISSEMENTS OROSDI-BACK

Société anonyme

Au capital de 20 millions de francs
Siège social: 126, rue Lafayette, Paris

PLACEMENT

de 40 000 obligations de 500 fr. 6 0/0
nets de tous impôts présents et futurs

Ces obligations seront remboursables à 500 fr., par voie de tirages au sort annuels en 20 ans, à partir de 1926.

A dater du 1^{er} juillet 1926, la Société se réserve le droit de rembourser par anticipation tout ou partie de l'emprunt moyennant un préavis de 6 mois, inséré dans un journal d'annonces légales.

Prix d'émission: 495 francs

Jouissance 1^{er} juillet 1920

Les souscriptions sont reçues:

A la **Banque Nationale de Crédit**, 16, boulevard des Italiens, à Paris, et dans toutes ses succursales et agences;

A la **Banque Française pour le Commerce et l'Industrie**, 17, rue Scribe, à Paris.

La Société des Établissements «Orosdi-Back» qui est la plus importante Société commerciale française en Orient, a été constituée en 1895, au capital de 10.000.000 de francs, pour prendre la succession de la Maison Orosdi-Back et Co, qui remontait à 1855.

En 1919, le capital a été porté à 20.000.000 de francs.

La Société a pour objet la création et l'exploitation en tous pays de comptoirs et agences pour le commerce de toutes marchandises.

Les Établissements actuellement en exploitation sont situés à Constantinople, Smyrne, Adana, Samsoun, Alep, Beyrouth, Alexandrie, Le Caire, Tadjah, Tunis, Bizerte, Farris, Bagdad et Port-Saïd.

Les immeubles appartenant à la Société figurent au bilan pour 1 million et demi environ et leur valeur actuelle représente un montant de beaucoup supérieur.

Les installations et mobiliers sont amortis entièrement.

Après l'augmentation du capital porté à 20.000.000 de francs les réserves ont atteint 11.000.000 de francs.

La notice prescrite par la loi du 31 janvier 1907 a été publiée dans le «Bulletin des Annonces légales obligatoires» du 28 juin 1920.

Banque Nationale de Crédit

En exécution des résolutions prises par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1920, le Conseil d'administration de cette Société a décidé d'élever le capital de 300 à 500 millions de francs, au moyen de l'émission de:

400.000 Actions de 500 fr. nominal.

Ces actions seront émises au prix de 600 fr., soit avec une prime de 100 fr.

Il sera appelé à la souscription le quart du montant nominal, soit 125 fr., plus la prime de 100 francs, soit au total 225 francs.

Les actions seront émises jouissance du 1^{er} janvier 1920. Elles seront donc entièrement assimilées aux anciennes.

L'émission est exclusivement réservée aux actionnaires actuels, dont le droit de préférence s'exercera:

1° Au moyen d'un droit de souscription irréductible, à raison de deux actions nouvelles pour trois anciennes;

2° Au moyen d'un droit de souscription réductible qui s'exercera sur les actions qui n'auront pas été absorbées par la souscription irréductible.

Les souscripteurs pourront libérer intégralement leurs actions aux conditions prévues par les statuts.

Les souscriptions seront reçues du 28 juin au 20 juillet 1920:

A la **Banque Nationale de Crédit**, à Paris, et dans toutes ses succursales et agences.

Au **Comptoir d'Escompte de Mulhouse**, à Mulhouse, et dans ses succursales et agences.

La notice exigée par la loi a paru au «Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires» du 21 juin 1920.

ÉCHOS

— La science française en Pologne.

Il est d'un intérêt mondial que les relations entre la France et la Pologne deviennent chaque jour plus étroites et plus intimes.

Tous les champs d'activité doivent leur être communs et les deux nations sœurs ont réciproquement à s'instruire et à se compléter l'une par l'autre.

Aussi, croyons-nous devoir signaler aux Polonais en général, tant à ceux qui habitent Paris qu'à ceux qui vivent sur les rives de la Vistule, une école ayant organisé des cours de correspondance et qui semble capable de leur rendre les plus utiles services.

Il s'agit de l'École du Génie Civil et militaire installée à Paris, 152, avenue de Wagram, dans un vaste immeuble dont elle a fait l'acquisition.

Dotée des meilleurs professeurs et sous la direction d'un technicien éprouvé, M. Galopin, cette École donne, par correspondance, l'instruction à tous les degrés primaires, secondaires et supérieurs. Elle s'est, en outre, spécialisée dans l'enseignement technique et scientifique pour la Marine, l'Armée, l'Industrie, les Administrations et les grandes Ecoles.

Il serait à souhaiter que, pour le bien de la Pologne, cette institution y recrute un grand nombre d'élèves.

— Concours de la langue polonaise.

Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne a eu lieu la distribution des prix aux élèves de la «Société pour la Propagation des Langues Etrangères en France», 28, rue Serpente.

Une médaille et trois mentions honorables furent accordées aux quatre meilleurs élèves du cours de polonais, professé par Mlle Joséphine Mayzel.

MEMENTO

Lipiec.

Bieżący miesiąc lipiec zapisan będzie żałobnymi głoskami w historii naszego narodu.

W miesiącu tym, lada chwila już, lada godzina, rozpoczyna się na prastarych ziemiach piastowskich plebiscyty, więc głosowanie, mające zdecydować o przynależności ziem tych do polskiej macierzy.

Łomot bitewny, idący ze wschodu ku brzegom Wisły, nie jest wstanie przytłumić jęku, który zwraca się z zachodu ku Warszawie.

Warszawa odpowiada, odpowiada płomieniami odezwaniami, nawołuje, uderza w dzwon najświętszych zaklęć...

Nie dajcie ziemi, skąd wasz ród, polski wy naród, polski lud, królewski szczerp piastowy...

W dniu jedenastym tego lipca ma się zacząć plebiscyt w Warmji i tuż na Mazurach... i dalej, dalej, zakreślić, wyznaczyć nam całe zachodnio-północne i zachodnio-południowe granice.

Czyśmy gotowi?.. Czyśmy zaiste uczynili wszystko, co należało, co było istotnie w naszej mocy? Czyśmy stawili czoło przebiegłości pruskiej, podstępom czeskim, czyśmy umieli bronić naszych praw odwiecznych, niweczyć podłe, chytre intrygi, usiłujące otumanić, oszukać a w ostatku sterroryzować nieszczęsny lud polski?

Brak nam na te pytania odpowiedzi, brak tchu, aby ponurą wyrzec prawdę.

Trzeci marca roku 1919!

Pamiętajcie tą datę wiekopomną? Nauczcie się jej! Niech cyfry dnia tego wgrzą się w wasze mózgi i w wasze serca.

Pamiętajcie, że w dniu tym, komisja pod przewodnictwem dostojnika francuskiego, p. Cambona, przyznała zasadniczo nam, Polakom, to wszystko, co było, co powinno być polskie, więc i Warmję i Mazury i Ślązk i Gdańsk...

Po tem orzeczeniu dopiero, przyszły targi pokojowe, przyszły ustępstwa na koszt Polski, zastawianie na Jej naiwność, na Jej brak wyrobienia politycznego siodła... W imię sprawiedliwości, w imię hasła pustych, frazesów wytartych, zaproponowano zarządzić na terenach spornych... plebiscyty...

Powiadają, że przedstawiciele nasi, drząc wogóle o byt Polski, ulegli, — że uledez musielik, bo nad głowami ich wisiała groźba nieublagana, która mówiła: albo taka Polska albo żadna...

Czy istotnie owa konferencja miała dość siły, aby uciec się do takiego ultimatum? Czy przedstawiciele nasi rzeczywiście nie mogli żądać kompromisu a w ostateczności odmówić swej zgody?...

Dzieje, dokumenty, pouczą nas o tem w przyszłości... dlaczego zgodzili się na Polskę bez granic...

W tej chwili losy tych granic się rozstrzygają.

Dla zadufanych, dla powierzchownych ludzi « waga się », dla trzeźwych, poglądnących spokojnie, nawykłych patrzeć prawdzie w oczy, losy Warmji i Mazurów są już zdecydowane. Czy tylko Warmji i Mazurów?

WALKA O BYT

Na ziemiach polskich, na których ma się odbyć plebiscyt, wre ciągle walka straszna, zjadła, urągająca wszelkim pojęciom o uczciwości, o sprawiedliwości, o wszelkich doktrynerskich wykładach twórców niepokoju... wersalskiego. Wieści tyle smutnych, strasznych, że nie sposób nawet cząsteczki pomieścić... Lud polski zmaga się, ginie, marnieje. Ofiar niewinnych przemocy bez liku. I to wszędzie. I na Ślązku i w cieszyńskim, i na Spiszu i w Warmji i w Orawie i na Mazurach. Ziemia polska usuwa nam się z pod

Państwo silne, zwarte, w podobnym, jak nasze, położeniu, miałyby szaloną pracę do wykonania, musiałyby wyteńczyć wszystkie siły, aby sprostać zadaniu... A cóż dopiero państwo ledwie wskrzeszone, podźwignięte z popiołów niewoli, uwolnione od kajdan i toczone przez stu naraz wrogów, szarpane przez sąsiadów, targane wewnętrzną rozterką.

A przecież bliższy nam Olsztyn niż połać Wołynia, bliższymi brzegi Wisły niż bodaj nawet lany całe wschodnich obszarów, które były nasze ale które, w ostatku, naszymi nie są!

I na ustach zapalczawych, krótkowidzących ludzi zrywają się słowa goryczy dla Aljantów... Radzi by winić wszystkich, prócz samych siebie, szukać winowajców na obu półkulach, wyrzekać i ciągle własnych nie postrzegać win.

Wczoraj, niedawno jeszcze, pycha dobrych wieści zrywała im okrzyki tryumfu, wiodła na pokuszenie lekceważenia innych, dzisiaj klęska ma tylko wyrzekania na ustach, tylko oskarżenia.

Jedynym krajem, jedyną ziemią, jedynym narodem, który szczerze i uczciwie życzył i życzy nam jeszcze dobra, mocy, pomyślności, jest Francja.

Przekonywamy się o tem już prawie wszyscy, lecz przekonywamy dopiero w lipcu roku 1920, lecz czy dostatecznie nareszcie, aby podaną nam dłoń chwycić oburącz, aby z doświadczeń bratniego narodu czerpać? Czy uczyć się prosto wielkiej sztuki dyplomatycznej?

I czy nakoniec w lipcu przelomowym, roku 1920, czynimy wszystko, co należy, aby węzy braterstwa z Francją zacieśniać, aby we Francji utrzymać naszą sprawę w tem samym napięciu francuskiej opinii publicznej, w jakim taż sama opinia ją postawiła?

Czy zdajemy sobie sprawę, że i ta Francja, po szalonych ofiarach, poniesionych czasu wojny, daleką jest od tego, czem powinno być dla niej zwycięstwo? że i ona ucierpiała niezmiernie od przewrotności sąsiedzkiej? że i ona musi i dziś stawić czoło tysiącom intryg, które wczorajsze przysięgi zastąpiły, aby patrzeć marnego handlarskiego zysku?

Rozumiemyż, że, dla dobra własnego narodu, Francja miarkuje własne rozgoryczenie, szuka ostoi, nie daje się zapalczowości i stara się wygrywać trzymane w zanadrzu atuty...

Gdzież są atuty nasze?...

— Jeden jedyny żołnierz polski, nieznan, ubogi, bezimienny, ginący bez skargi, bez sławy nawet, na rubieżach prastarych naszych ziem.

Żołnierz ten starczy, jeżeli mu nie zabraknie kul, prochu, starczy na dziesięciu, lecz wobec stu nieprzyjaciół legnie. A nieprzyjaciół, w tej chwili już więcej niż pięćdziesięciu idzie nań zwartą gromadą.

Lipiec roku 1920 budzi nas ze snu o potędze, obu zbudził nas do zimnej krwi, do tężyzny, do jedności, do szarzyzny ale i do cichej pracy dźwigania gmachu państwowego.

Wac. Gąs.

scy Starej Wsi są sprawcami zabójstwa. Ludność, podburzona przez agitatorów, ruszyła w kierunku kuchni komitetu narodowego, gdzie właśnie bawiło siedmiu polskich urzędników.

Na wiadomość o nadciągającej gromadzie agitatorów i palkarzy czeskich, wzmocnionych wielką liczbą wyrostków i kobiet, urzędnicy postanowili ratować się ucieczką.

Tymczasem tłum zebrany przed kuchnią zdołał wtargnąć do jej wnętrza, rzucił się na służbę i zaczął demolować budynek, kraść artykuły i żywność i rozbijać naczynia.

W tym samym czasie telefonicy czescy dali znać do Niedzicy, że potrzeba im pomocy, gdyż przyszła chwila mordowania Polaków. Władze czeskie poleciły obębnić w całej wsi tę wiadomość i wezwać ludność Niedzicy, gdzie było siedlisko bojówki czeskiej, do udania do Starej Wsi.

Banda mieszkańców Niedzicy, prowadzona przez agitatorów czeskich, ruszyła ze wsi i zajęła jedyną drogę, którą się Polacy mogli wydostać.

Wówczas zobaczono prof. Wizimierskiego i prof. Karpinińskiego, spieszących przez Niedzicę do Lapsi. Na dany znak, tłum rzucił się na uciekających, zawrócił ich z powrotem do Starej Wsi, bijąc ustawicznie kijami. Koło kuźni, tuż pod Starą Wsią, zatrzymali zbrodniarzy swoje ofiary i, wezwawszy do pomocy murarzy ze Starej Wsi, w straszny sposób zaczęli się nad nimi znęcać. Gdy prof. Wizimierski i prof. Karpiniński już bez tchu leżeli na ziemi, wówczas czesi zaczęli obrabowywać ich na brzegu Dunajca i z tamtąd stracili w wezbrane nurty rzeki. Prof. Wizimierski i Karpiniński odzyskali w rzece przytomność, zaczęli płynąć. Po jakimś czasie, prof. Karpiniński przypłynął do brzegu i szczęśliwie się uratował. Natomiast prof. Wizimierski, wyczerpany zupełnie, wśród uraglowych okrzyków zbrodniarzy, utonął.

Całej tej zbrodni przypatrywała się żandarmerja czeska, doprowadzając okrzykami do coraz większego rozbestwienia.

Po dokonaniu zbrodni, rozpoczęła się kłótnia pomiędzy mordcami, a mianowicie pomiędzy bojówką niedzicką a murarzami ze Starej Wsi, którzy wzajemnie o zbrodnię się obwiniali.

Reszta urzędników polskich ze Starej Wsi, która się ratowała ucieczką, potłuczona i pobita przez nadciągające z różnych stron bandy bojowe czeskie, wbrew początkowym pogłoskom, ocalała.

Prof. Haber, jakkolwiek silnie pobity, żyje. Żyją również inni członkowie komitetu.

Charakterystyczne było zachowanie się posterunku koalicyjnego. Por. Tartar, który widział, na co się zanoszą, mimo wezwań ze strony polskiej, pod błahym pozorem, opuścił swoje stanowisko.

Za agitatorami czeskimi wtargnęli do Starej Wsi i okolicznych wiosek żandarmi czescy, którzy zaczęli napastować polskie komitety narodowe i zmuszać je do opuszczenia terenu plebiscytowego.

Dotychczas żaden protest władz polskich nie jest przez podkomisję uwzględniony.

Czesi, rozwydrzeni biernością podkomisji koalicyjnej, szerzą terór na całym pograniczu i odgrażają się spalaniem tych wsi, w którychby delegaci polscy pozostali.

Kongres Komunistów w Krakowie

Ażeby dać wyobrażenie o zajadłej propagandzie, prowadzonej w Polsce, celem wywołania rozruchów, zaburzeń, anarchji a więc dopomożenia w ten sposób knwaniom bolszewicko-niemiecko-czeskim, przytaczamy następującą urzędową wiadomość z Krakowa, wiadomość, którą powtórzyła cała prasa polska, bez różnicy poglądów.

Sledztwo w sprawie aresztowanych komunistów dobywa na jaw sensacyjne materiały. Jednym z najciekawszych dokumentów jest okólnik, rozesłany przez komunistyczną partję robotniczą polską do wszystkich swych kół. Jest on sprawozdaniem z krajowego kongresu komunistów, który odbył się w dniach 17 i 18 maja w Krakowie.

Na kongres przybyli delegaci komunistów z Wiednia, Berlina, Czech i Rosji sowieckiej. Delegat rosyjski, nazwiskiem Wierczewski, był wysłannikiem komunisty Marchlewskiego i otrzymał zadanie zorganizowania pomocy dla Rosji sowieckiej.

Według brzmienia protokołu kongresu, Świerczewski zalecał komunistom polskim, aby maso-

nóg. Oto dzieje zbrodni czeskich w Starej Wsi, według urzędowego sprawozdania. Dzieje takie same, jak wczoraj i takie same, jak jutro...

Biuro prasowe komitetu plebiscytowego spiskorawskiego komunikuje, że, na podstawie zeznań świadków, zdołano ustalić przebieg morderstwa, dokonanego na urzędnikach polskich w Starej Wsi.

Rzecz miała się w ten sposób:

D. 21 z. m., około godz. 7-ej rano, żołnierze czescy przywieźli samochodem do Starej Wsi 3 trupy Czechów, zamordowanych przez nieznaną sprawców w celach rabunku.

Agitatorowie czescy zwołali mieszkańców Starej Wsi i oznajmili im, że rzekomo urzędnicy pol-



wo wstępowali do armji jako ochotnicy i aby starali się o wysłanie na front w tym celu, by wśród oddziałów frontowych szerzyć robotę destrukcyjną i nakłaniać żołnierzy polskich do zaprzestania walki z Rosją sowiecką.

Dalej, doradzał, żeby wysłano jaknajwiększą ilość „pewnych” ludzi na Śląsk Cieszyński i Góry, aby wywołali tam rewolucję i dążyli do prowokowania konfliktu zbrojnego, któryby odciągnął wojska polskie z frontu bolszewickiego, co oczywiście ułatwiłoby Rosji sowieckiej pobicie armji polskiej.

Przemówienie swe zakończył następującemi słowy: «Jeżeli to uczynicie, Rosja sowiecka będzie wam wdzięczna. Każde nieporozumienie czesko-polskie czy niemiecko-polskie musicie i powinniście wykorzystywać dla «naszego zwycięstwa».

Delegat z Pragi, Wenzel, zaznaczył, że pomoc komunistów czeskich dla Rosji sowieckiej będzie szła w tym kierunku, aby przeszkodzić przewożeniu amunicji i broni przez Czechy do Polski.

Delegaci z Wiednia przedłożyli sprawozdanie z akcji, jaką prowadzą w angielskiej partji pracy, we Francji i Ameryce, mającej na celu wywołanie protestu przeciw popieraniu burżuazji polskiej.

Delegaci lokalni (polscy) atakowali silnie P.P.S. skarżąc się, że im w robocie przeszkadza i na rzecz której tracą swe wpływy. Szczególnie zwracają się przeciw «frakcji», właściwie już zlikwidowanej.

Na tem kończy się okólnik.

Powodem do rozpoczęcia śledztwa w Krakowie był szereg wypadków rozdawania odezw komunistycznych wśród żołnierzy. Datuje się to od końca kwietnia b. r. to jest od rozpoczęcia naszej ofensywy.

Odezwy te rozdawano na placach publicznych w biały dzień, na co reagowali nasi żołnierze natychmiastowem doniesieniem o tych faktach do swych komend. Szereg tych, stwierdzonych, wypadków dał pewne wskazówki, gdzie należy szukać źródła roboty i oddział defenzywy D.O.G. skierował na ślady grupy robotników, która była zorganizowana w kółko komunistyczne. Składało się ono z ludzi bez określonego zajęcia, niektórzy trudnili się na szeroka skalę «paskiem».

Po tym śladzie oddział defenzywy natrafił na przywódców akcji i drogi, jakimi porozumiewano się z Warszawą i innymi centrami ruchu.

Rezultaty śledztwa, będącego w toku, nie dadzą się ocenić jeszcze w całej pełni.

ROZPORZADZENIE.

Minister Spraw Wojskowych, w porozumieniu z Ministrem Spraw Wewn. i Ministrem b. dzielnicy pruskiej w sprawie powołania b. podoficerów, urodzonych w latach: 1890, 1891, 1892, 1893, 1894 i 1895, oraz wszystkich b. szeregowych, którzy służyli w armjach obcych względnie w wojsku, lub formacjach polskich, oddziałach jazdy, konnej artylerji i oddziałach straży granicznej, urodzonych w latach 1885-1895 włącznie.

Art. 1. Na mocy ustawy z dnia 15 czerwca 1920 roku (Dz. Ustaw R. P. z dnia 17 czerwca 1920 r. Nr. 48 poz. 298) powołuje się do służby wojskowej w szeregach Armji Polskiej na całym obszarze ziem polskich:

a) byłych podoficerów wszystkich rodzajów broni, urodzonych w latach 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895 oraz

b) b. szeregowców (podoficerów, st. szeregowców i szeregowców), urodzonych w latach 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894 i 1895, którzy w armjach obcych, względnie w wojsku lub formacjach polskich służyli w oddziałach jazdy, konnej artylerji i oddziałach konnej straży granicznej.

Art. 2. Osoby, objęte art. 1 punkt a) i b), winny się stawić do Komisji Przeglądowych, które rozpoczną urzędowania dnia 26 czerwca bież. roku.

Wezwania osobiste nie będą roszyłane.

O miejscu, dniu i godzinie urzędowania Komisji Przeglądowych powołani winni się dowiedzieć u wójta, względnie w magistracie.

Powolani, mający prawo do uzyskania ulg i odroczeń, winni przynieść ze sobą dokumenty, uzasadniające ich prawo do ulg, względnie odroczeń.

Powolani, którzy będą reklamowani przez instytucje państwowe, winni przedstawić Komisjom Przeglądowym zaświadczenia tych instytucji o wniesieniu co do nich reklamacji.

Art. 3. Winni nieuzasadnionego niestawienia będą karani, w myśl ustawy z dn. 20 lutego 1920 roku (Dz. Ustaw R. P. Nr. 20 z dnia 4 marca r. b. poz. 104).

Art. 4. Niniejsze rozporządzenie wchodzi w życie z dniem ogłoszenia.

Na Ukrainie.

Oficerowie angielscy i amerykańscy, którzy byli obecni przy ewakuacji Kijowa, zaprzeczają kategorycznie rozpuszczaniem przez bolszewików wieściom, jakoby wojsko polskie wysadziło w powietrze, przed ewakuacją, katedrę św. Włodzimierza w Kijowie.

Przeciwnie, czerwona armja dopuszczała się gwałtów i okrucieństw wszelkiego rodzaju.

Według opowiadań obywateli amerykańskich, którzy, pod osłoną wojska polskiego, w pociągu, zdobytym na bolszewikach, przybyli już do Warszawy, gdy Amerykanie wyjeżdżali z Kijowa, d. 10 z. m. po południu, Kijów płonął w 6 miejscach. Bolszewicy bombardowali miasto, rzucając z aeroplanów zapalające bomby.

Przed ewakuacją Kijowa, porzucono pracę w wodociągach, w elektrowni i w gazowni.

D. 11 z. m. już po wejściu bolszewików, Kijów palił się przynajmniej w 50 miejscach, przedstawiając morze płomieni. Czerwone wojsko hulalo...

Polski odwrót był wykonany w zupełnym porządku. Amerykanie i Angliści nie szczędzą słów uznania dla bohaterstwa generała Rydza Smigłego, który konno z małżonką swoją wyprowadzał ludność, pod osłoną dzielnego żołnierza polskiego.

Stwierdzono, między innymi, że brali udział w planach okrażenia Kijowa sztabowi oficerowie niemieccy, w akcji zaś uczestniczyły oddziały kaukaskie i chińskie. Plan okrażenia się nie udał.

Od bolszewików, wziętych do niewoli przez jazdę polską, odebrano dużo broni, między innymi sporą liczbę karabinów amerykańskich oraz karabinów francuskich.

RZECZPOSPOLITA

Nowy gabinet. Utworzony przez p. Wł. Grabskiego nowy gabinet ministrów, składa się z samych urzędników i, krom p. Grabskiego, nie ma ani jednego posła na Sejm. Gremjum ministrów tworzą pp: Sapieha (sprawy zagraniczne), gen. Leśniewski (sprawy wojskowe), Łopuszański (oświata), Bujak (rolnictwo), Bartel (koleje), Narutowicz (roboty publiczne), Słwiński (aprowizacja), Kuczyński (sprawy wewnętrzne), Morawski (sprawiedliwość), Olszewski (handel), Chodźko (zdrowie). Lista ta jednak jest nie dokładna. Ostatnie informacje donoszą, że na ministra handlu powołano Zygmunta Chrzanowskiego i że zaszły jeszcze inne zmiany.

Rada Obrony Narodowej. Wobec niemiernie ciężkiej sytuacji wewnętrznej i zewnętrznej, postanowiono utworzyć, tak zwaną, Radę Obrony Narodowej, która by posiadała daleko idące przywileje aż do wydawania praw, obowiązujących przed zatwierdzeniem ich przez Sejm. Radę Obrony Narodowej mają składać: Naczelnik Państwa, prezes gabinetu ministrów, pięciu ministrów (według nowej zmiany, tylko trzech), pięciu generałów, mianowanych przez Naczelnika Państwa (według nowej zmiany, tylko trzech) oraz dziesięciu przedstawicieli Sejmu, w osobach prezesów stronnictw. Odnośnie zatwierdzenia Rady Obrony toczą się gorące układy z Sejmem, którego niektóre odłamy żądają podobno radykalnego przekształcenia gabinetu ministrów. Naczelnik Państwa, który brał udział w naradach, mocno popiera całkowity projekt. Rada Obrony Narodowej będzie utworzona, będzie niewątpliwie posiadała olbrzymie pełnomocnictwa. Są ludzie, którzy obawiają się, aby Rada Obrony nie była pierwszym stopniem, czy drugim już stopniem, do całkowitej dyktatury. Obawy te są o tyle nieuzasadnione, że dyktatura, w obecnych warunkach, mogła by tylko wiele przyczynić dobrego krajowi, mogła by dać nam władzę silną w ręku Piłsudskiego i jednolite i konsekwentne, na wszystkich szczeblach, działanie machiny państwowej, pogrzebała by część lwią intryg sejmowych, partyjnych waśni i naszych dygnitarzy parlamentarnych napędzila by do pracy, do której zostali powołani... to znaczy do wykończenia konstytucji... Sejm dzisiejszy, który najwidoczniej zamierza być co najmniej... pięcioletnim wyleczył by się niewątpliwie ze złej choroby anemii. Zresztą wypadki idą tak szybkim krokiem, że te wszystkie zagadnienia mogą

się rozstrzygnąć bez względu na to, czy p. Witos chciałby zawrzeć pakt z p. Dmowskim czy nie. W tej chwili nie o losy partji idzie, lecz o losy całej naszej Ojczyzny. Partyjne zwycięstwa lub porażki nikogo, krom małych kłk, nie obchodzą. Radzie Obrony cała Ziemia polska życzy nie tylko najsilniejszego ukonstytuowania się, lecz i trwania silnego i zawarcia pokoju.

W Warmji. Z Ziemi warmińskiej donoszą w ostatniej chwili. Teroryzm niemiecki, w stosunku do ludności polskiej, na tutejszym terenie plebiscytowym zaczął się nanowo po parotygodniowej przerwie. Napady na Polaków po miastach, wsiach, a nawet w wagonach stały się zjawiskiem powszedniem. Najniebezpieczniejszą linią dla Polaków, gdzie napady niemieckie zdarzają się najczęściej, jest linja Działdowo—Olsztyn. Na każdej stacji tej linji bandy opryszków niemieckich, pod bokiem władz kolejowych, biją i kaleczą każdego przejezdnego Polaka, albo nawet cudzoziemca, którego o polskość podejrzewają. Znana jest historia z księżną Ludwikową Czartoryską oraz panią Sevène i księdzem Gogolewskim na tejże linji w Olsztynku. Tu pobito również ciężko czterech studentów teologii, Mazurów. Tu napadnięto również dwóch Polaków, urzędników komitetu, jadących z Niborka. Szczytem bezczelności i teroryzmu niemieckiego są napady w pociągach na linji Olsztyn—Działdowo na naszych kurjerów dyplomatycznych z konsulatu polskiego. Mimo okazywania dokumentów, stwierdzających oficjalną funkcję kurjera, opryszki napadają na nich zabierają im i drą dokumenty, ciężko biją i kaleczą.

Czy nie zapóźno? Na ziemiach polskich odbywają się wiece, które domagają się słusznego odroczenia dnia plebiscytu w Warmji i na Mazurach. Plebiscyt ten naznaczony był na dzień 11 lipca. Wobec rozwiniętego przez Niemców terroru i «obojętności» zupełnej Anglików i Włochów, którzy objawiają wprost, trudną do wiary, powolność prusakom a z drugiej strony wobec, przynajmniej, naszej własnej bezsilności, spowodowanej wewnątrzniemi rozterkami, wynik plebiscytu nie pozostawia wątpliwości... Wiece te atoli i protesty mają nie wielką szansę znalezienia posłuchu... Konferencja w Spa ma znacstwo i daleko ważniejszych spraw do załatwienia!

Obrachunek. Strejk ostatni w stolicy naszej trwał przez dni szesnaście. Skutki jego są opłakane, dość powiedzieć, że, za wyjątkiem jednej gazowni przy ulicy Ludnej, wszystkie inne będą jeszcze przez parę tygodni unieruchomione z powodu tego, że bezrobocie przyczyniło dotkliwych szkód, urządzenia są popsute. Strejk ministerjalny, przepraszmą, «kryzys» ministerjalno-sejmowy trwał dni czternaście i znakomicie sekundował strejkowi robotczemu... i podobno nawet nie ustal, bo jeszcze szuka nowych kombinacji ministerjalnych. Nie trzeba być matematykiem, aby zdać sobie sprawę, że stał Rzeczpospolita nasza poniosła miljonowe straty, co gorsze, poniosła straty i polityczne. Zamęt warszawski nie tylko na terenach plebiscytowych wywarł niepomysłne wrażenie, lecz, zresztą wyzyskany przez propagandę wroga nam, spowodował, w stosunku do nas, stanowisko wyczekujące... Bolszewicy we Lwowie, anarchja w Warszawie... Oto dwie bajdy, które obiegały cały świat!

Zawieszenie «Gazety Porannej». «Gazeta Poranna», tak zwaną, «dwa grosze» została zawieszona w Warszawie na miesiąc a to za ogłoszenie artykułu o przesileniu ministerjalnem, w którym to artykule p. Anusz stwierdził wyzwanie do odmówienia podpisywania pożyczki w razie gdyby pewna kombinacja ministerjalna miała przyjąć do skutku.

Konfiskata. Z Poznania donoszą. Prokuratorja skonfiskowała numery *Kurjera Poznańskiego*, *Oredownika*, *Rzeczypospolitej*, wydanie poznańskie, *Postępu* i *Goiica Wielkopolskiego* z dnia 26 czerwca b.r. za zamieszczenie listu otwartego gen. Dowbora Muśnickiego, który to list został uznany przez prokuratorję jako zdrada tajemnicy wojskowej, gdyż zawiera pewne zarządzenia, nie podlegające opublikowaniu przez prasę. Z odnośnym wnioskiem wystąpiło do prokuratorji sądu okręgowego Dowództwo okręgu generalnego poznańskiego.

Będzie plebiscyt w Cieszyńskiem. Wobec kategorycznej odmowy ze strony Czechów, projekt załatwienia spóru o Cieszyn w drodze sądu polubownego, został zaniechany, o czem zawiadomił oficjalnie rząd, polski i czeski, p. Cambon, przewodniczący komisji ambasadorów. Czesi więc, w danym razie, wolą spekulować na terror.

Z POLA WALKI

Koniec ubiegłego tygodnia nie poskąpił nam sensacji, dzięki rozświetlaniu przez wroga nam propagandę alarmujących a fałszywych wieści. Rozgłoszono, ni mniej ani więcej, że Lwów został wzięty przez armię sowiecką. Oczywiście, była to jedna z wielu bajd. Niemniej sytuacja na froncie polsko-bolszewickim jest bardzo poważna. Bitwy toczą się zajadłe. Wojska nasze cofnęły się ku Zachodowi, na nowe pozycje. Walka w re nad Horyniem, Berezią, Prypecią. Nasi zajmują Środek Połesia. Lecz trzeba sobie uprzytomnić, iż toczy się tam w tej chwili bitwa manewrowa, którą zdecydować usiłuje Brusilow gwałtownymi napadami chmary kawalerji. Natomiast o wiele ważniejszym istotnie jest front północny i nie tylko dla wielkich sił rosyjskich, zgromadzonych na tym froncie, lecz i dla nie-dwuznacznego zachowania się litwinów i sąsiedztwa z Prusami wschodnimi. W najbliższych dniach, można spodziewać się znów nowych posunięć na szachownicę wojennej i może takich nawet, które skłonią rząd sowiektów do poczynienia stanowczych kroków pokojowych, ku którym równocześnie zmierza, coraz silniej, łwia część społeczeństwa polskiego.

Walka istotnie dla nas niebezpieczna w tej chwili, groźna w skutkach, rozgrywa się na froncie politycznym, gdzie ze wszech stron jesteśmy atakowani. Ta walka, powtarzamy, bezkrewawa, jest i cięższa i trudniejsza o wiele. W grze politycznej waga się losy całych naszych prowincji, przyszłość nasza ekonomiczna i finansowa, moc źródeł dobrobytu naszego, odporność państwowej. Na tą walkę należy zwracać najpilniejszą uwagę, ona bowiem rozstrzygnie o najżywniejszych dla nas zagadnieniach.

Przy zmianie adresu, należy przysyłać markami pocztowymi 75 cent. na koszt druku nowych opasek.

W SPRAWIE PROPAGANDY

Niby w odpowiedzi na artykuł nasz o Froncie Politycznym, dochodzi nas następująca odezwa, którą podajemy do wiadomości Rodaków:

«Wydział propagandy ministerjum spraw wojskowych zwraca się do wszystkich literatów i malarzy polskich z następującym wezwaniem:

«Podstawą bytu rządu bolszewickiego jest wspieranie zorganizowana propaganda. Niewiarogodne wprost sumy poświęca na ten cel rząd sowiektów, zarówno u siebie w kraju, jak i poza jego granicami. Sumy te nie idą dotąd i na marne, umiarkowane bowiem otumanianie społeczeństwa rosyjskiego oraz słabych elementów innych społeczeństw, utrzymuje przy władzy bolszewickich komisarzy. Prowadząc wojnę z bolszewją, rząd polski ma dwa pola walki: front — gdzie decyduje o zwycięstwie technika i propagandę — walkę, w której decyduje hart ducha naszego. Rząd bolszewicki zablokował wszystkich, którzy mogą być w agitacji pomocni. Literatów, malarzy, rzeźbiarzy, aktorów wezwano do pomocy sowieckiemu rządowi. Kto nie na froncie, ten wewnątrz kraju musi pełnić służbę. Powinniśmy i my zrozumieć, że obowiązkiem naszym rzucić na szalę wysiłek całego narodu, ażeby spełnić dziejowe zadanie Polski. Wydział propagandy wojsk, wzywa wszystkich literatów i artystów do udziału w walce z czynnością wywrotową w społeczeństwie i w armji. Wydział propagandy przyjmuje wszelkie z tego zakresu prace, które nadsyłać należy pod adresem: Zamek, wydział propagandy, oddział II sztabu ministerjum spraw wojskowych. Prace nieprzyjęte zwraca się. Honoraria od umowy.»

Poza tą odezwą atoli należałoby utworzyć tutaj, w Paryżu, organizację czysto polską, wolną od wpływów obcych, która by miała na celu ruszenie tutaj rozumnej, silnej, celowej propagandy a opartej na szerokim współdziałaniu obywatelskim gromady Polaków. Kwestja ta nadawała by się do baczego rozważenia przez odnośne organy naszego przedstawicielstwa.

NOWINY POLITYCZNE

= Konferencja w Spaa. Na konferencję w Spaa wyjechali, jako delegaci Polski, pp. S. Patek, były minister, K. Olszowski, dyrektor departamentu z Warszawy i p. Piltz z Paryża. Ponom tym towarzyszy swita urzędników a między innymi pp. Morawski, Zalewski, Grostern (Gwiazdowski), były współpracownik «POLONII», generał Rozwadowski, Mrozowski, Doerman, Zborowski, Smogorzewski b. współpracownik «POLONII», kilku niższych oficerów. Co zdola uzyskać tak sformowana delegacja, dowiemy się niebawem. Poparcie Francji i Belgji mamy zapewnione, zaważy ono więcej niewątpliwie niż nasza własna akcja dyplomatyczna, mocno podcięta siecią intryg, i skojarzeniem niepomysłnych dla nas wypadków.

= Walka o Wilno. Telegramy z Londynu przyniosły wiadomość, że Lloyd George ma zażądać uznania przez Polskę niepodległości Litwy wraz z odstąpieniem Litwie Wilna... Anglii, jak wiadomo, położyli rękę na Litwie. Wiadomość powyższa ma więc wszelkie cechy prawdopodobieństwa. Jeżeli tego rodzaju żądanie nie zostało jeszcze wyraźnie postawione, nie trzeba będzie długo nam czekać. Logika w tym razie jest prosta, taka sama, jak zawsze... Warmja i Mazury były polskie, Gdańsk był polski... ale, ponieważ najechało tam za wielu Niemców, przeto niech będą niemieckie... W Cieszynie jest większość polska, ale niepodobna pozbawiać Czechów obfitości... węgla... Wilno jest czysto polskim miastem i oddawna, ale było niezaprzeczenie niegdy miastem litewskim... i t. d. aż do skutku, aż do chwili, gdy nasza Rzeczpospolita będzie dość silną, aby płacić pięknem za nadobne... Wówczas zacznie mieć rację.

POLACY W STRASBURGU

W Strasburgu, z inicjatywy Konsula polskiego, p. Jana Derezińskiego, zostało zawiązane, przy bardzo licznych udziale obywateli-polaków, «Towarzystwo Propagandy i Dobroczynności».

Celem tego Towarzystwa jest rozwinięcie jaknajenergiczniejszej działalności agitacyjnej na rzecz Polski wśród albatyków i sfer urzędniczych francuskich, w Alacji osiadłych, a z drugiej strony przechodzenie z pomocą ubogim polakom.

Wybrany na Walnem ogólnem zebraniu Zarząd Towarzystwa Propagandy i Dobroczynności składa się z:

K. Rogaliński, prezes, S. Lieblich, pierwszy wice-prezes, Dr. J. Poprawski, drugi wice-prezes, Dr. M. Pohoryles, sekretarz, H. Feldbau, skarbnik, pani El. Schlesinger, K. Bernatowicz, Zygmunt i Geller, jako radni.

Siedzibą Towarzystwa Propagandy i Dobroczynności jest Strasburg.

Zarząd rozpoczął natychmiast swoją działalność i bardzo intensywnie, postanowił bowiem sprowadzić większą ilość literatury propagandowej i rozdać ją pomiędzy prasę i wybitniejszych urzędników, dalej zorganizować bezpłatne kursy języka polskiego dla francuzów oraz popierać, znaczną, miesięczną subwencją szkółkę polską gorników naszych, pracujących w Lotaryngji, przeznaczył wreszcie pewien fundusz miesięczny na doraźne wspieranie potrzebujących polaków.

Początkowy ten program wprowadzony będzie natychmiast w życie, bo członkowie Towarzystwa Propagandy i Dobroczynności w Strasburgu, odrazu, na pierwszym zebraniu, zadeklarowali dość znaczny fundusz na potrzeby Towarzystwa.

Tyle oschłych, przedmiotowych informacji, zakomunikowanych nam przez Sekretariat nowej polskiej Instytucji.

Witamy ją serdecznie, witamy i życzymy najświetniejszego rozwoju a równocześnie odruch obywatelski naszych Rodaków w Strasburgu stawimy wszystkim innym we Francji, w Anglii, Szwajcarii i Hiszpanji za wzór... i nie tylko wysokiego dowodu zrozumienia solidarności samej.

Sprawa polska potrzebuje wszędzie i na każdym kroku obrony i poparcia. Owóż ludzie skądinąd i moiżni i uświadomieni zachowują się przeważnie niby widzowie. Wszystko, co gdziekolwiek w tym kierunku na obczyźnie się czyni, czyni się za ciężki grosz Państwa Polskiego! Rzeczpospolita nasza ponosi koszty nie tylko urzędów nieodzownych, lecz musi łożyć jeszcze na wszelakie objawy propagandy. Utrzymuje nie tylko biura, które są koniecznymi organami współdziałającymi pracy dyplomatycznej i politycznej, ale bywa zniewolona do placenia całych towarzystw! Nikt nie poczuwa się do obowiązku,

wszyscy patrzeć grosza publicznego. Owóż Rodacy nasi w Strasburgu zrozumieć sprawiedliwie, że tak być nie powinno, zrozumieć że nie tylko trzeba się łączyć samorzutnie, zwierając w gromadę, lecz, zebrawszy się, pracować dla dobra Ojczyzny, pracować na utrwalenie węzłów francusko-polskich i to na koszt własny. Nie dziadowska być organizacją, szukającą tylko subwencji, wydającą państwowo pieniądze, lecz Instytucją, poważną taką, jakich Rzeczpospolita nasza potrzebuje mieć jaknajwięcej.

Żyjemy przekonanie, iż utworzenie w Strasburgu Towarzystwa Propagandy i Dobroczynności stanie się przykładem dla innych środowisk polskich. Jest ich bardzo wiele. Wszędzie nie brak ludzi zdolnych i posiadających środki. Więc odrobiny wytrwałości i dobrej woli trzeba tylko a powstaną, niby z pod ziemi, polskie organizacje i przyniosą stowarzyszonej polakom nie tylko wiele dobra, wiele zadowolenia moralnego, ale i wiele, niestety, wiele, pożytku krajowi.

Ponawiając gorące życzenia pomysłności i wmszując tak mocnego postawienia na nogi młodej Instytucji w Strasburgu, wyrażać będziemy dalszych wiadomości, aby dzielić się nimi z Czytelnikami POLONII.

OFIARY

na wczasy letnie dla Działwy Polskiej.

Nadesłano nam na wczasy letnie dla działwy polskiej następujące ofiary:

WPP: M. K. z Pau 50 fr.; — Dr. Henryk Gierszowski z Ouarville 10 fr.; — J. Kaczkowska 10 fr.; — prof. Franciszek Kozłowski, delegat Urzędu Cywilnego w Tuluzie, po raz drugi, 20 fr. Zebrano z inicjatywy p. Antoniołowej Szawklisowej, przez p. Dąbrowską na liście, na którą złożyli WPP: XX 20 fr. Jurystowski 20 fr.; — Domanski 20 fr.; — Halpert 20 fr.; — Rzewuski hr. 20 fr.; — Ciechanowiecki 20 fr.; — Przędzicki hr. 20 fr.; — Romer 20 fr.; — Dolezal 20 fr.; — Szura 20 fr.; — Kobyliński 20 fr.; — Decjusz 20 fr.; — Kramsztyk 20 fr.; — Lubieński hr. 20 fr.; — Koziński 20 fr.; — Doerman 20 fr.; — Markowski 20 fr.; — Jurkowski 20 fr.; — Woznicki 20 fr.; — Bator 20 fr.; i Mrozowski 20 fr.

Razem otrzymaliśmy 510 fr.

Łącznie z ogłoszonymi podotąd (707 fr. 75 cent. patrz numer 24 POLONII) otrzymaliśmy ogółem 1217 fr. 75 cent.

W imieniu Działwy polskiej składamy wszystkim Ofiarodawcom, którzy podotąd nadesłali swe składki, serdeczne podziękowanie.

Wzywamy ponownie do dalszych ofiar. Nadsyłajcie dary małeńkie bodaj, drobne, lecz dajcie dowód solidarności obywatelskiej...

Potrzebujemy conajmniej siedem tysięcy franków. Conajmniej...

LIST GEN. DOWBORA

Jak to zaznaczamy na innym miejscu, general Dowbór-Muśnicki opublikował list w czasopiśmie poznanskich, które za to zostały skonfiskowane. Owóż dowiadujemy się, że Dowództwo Okręgu Generalnego Poznanskiego miało wystąpić o oddanie gen. Dowbora-Muśnickiego pod sąd za to właśnie pismo. «Kurjer Pranny» atakuje z tego powodu gwałtownie byłego dowódcę armji wielkopolskiej i pisze dosłownie:

«Jedno z pism poznanskich ogłasza list do redakeji gen. Dowbór-Muśnickiego: W liście tym pisze strejkujący general armji polskiej: W ostatnich dniach, w szerokich kołach b. zaboru pruskiego, krąży pogłoski, jakoby pułkownik Januszewski, dowódca II dywizji strzelców wielkopolskich, za usiłowanie zdrady na korzyść bolszewików, był nietylko usunięty od dowództwa, ale i aresztowany. To samo zaczynają mówić i o generale Olyńcu, dow. III dyw. strzelców wielkopolskich, tudzież Kuczewskim i Flewiczu, dow. brygad teje dywizji.

Dalej gen. Muśnicki powołuje się na to, że zna wszystkich tych oficerów osobiście, jako «dodatnich» oficerów, którzy służyli mu za podstawę na kierowniczych stanowiskach w formowaniu wojsk wielkopolskich.

Po szeregu pochwał pod adresem tych oficerów, gen. Dowbór pisze dalej:

W całokształcie pogłosek o wszystkich wymienionych oficerach prawdą jest tylko, że wszyscy są usunięci od dowództwa, ale nikt nie jest aresztowany, zupełnie jasno występuje więc tendencja nie unifikacji, a poróżnienia między sobą wojsk, pochodzących z różnych zaborów. Komu to jest potrzebne? Dla jakich celów to się robi?

Ponieważ wyżej wspomniane pogłoski z jednej strony skierowane są ostrzem do mnie, który niosę zupełną odpowiedzialność nie tylko przed społeczeństwem wielkopolskim i formacją wielkopolską, a z drugiej strony są podstawą mającą oczywiście na celu poróżnienie ludzi, którzy, nie bacząc na dzielnicowość, pracowali nad wyswobodzeniem narodu polskiego od największych ciemnic polskości, zechce Szanowny Pan Redaktor promieścić ten list w poczytnym swym piśmie. Podpisany. gen Dowbór-Muśnicki.

NA POLSKI CZERWONY KRZYŻ

Konsulat Polski w Strasburgu prosi nas o ogłoszenie, iż otrzymał następujące ofiary na Polski Czerwony Krzyż:

WPP: M. Widelicki 200 fr. E. Czeczorzynski 100, S. L. Rottenberg 50, M. Kolber 50, H. Geller 50, R. Lilienbaum 10, N. Abraham 20, S. Henciński 20, J. Silberstein 20, Z. Drzewiecki 20, A. Tauber 20, M. Billfeld 32,50, J. Grosfogel 20, B. Ehrlich 20, L. Brachfeld 20, T. Fischer 20, N. S. Mantel 20, L. Podeszwa 10, E. Czeczorzynski 200, S. Gerson 20, M. Wolf 100, I. Herschenberg 20, Piechocki 12,50, W. Dolik 20, B. Steinbock 100, N. Perelstein 32,50, L. Weinmann 25, M. Leibgarda 20, C. Goldfinger 20, F. Schaller 20. **Razem 1282,50 fr.** Prócz tego, S. Kudler 400 Marek niemieckich i Giflinz 5 dolarów.

ZAKŁAD ŚW. KAZIMIERZA

Odnośnie ogłoszonego przez nas w numerze 24 POLONII artykułu o Zakładzie Św. Kazimierza, p. Kazimierz Waliszewski, skarbnik Zarządu, nadsyła nam poniższe czasopismo, które przede wszystkim, w imię bezstronności, zamieszczamy; brzmi ono dosłownie, jak następuje:

Paryż, dnia 28 czerwca, 1920 roku.
Do Szanownego Wydawnictwa « POLONII ».
W przysposobieniu do artykułu, poświęconego Zakładowi Św. Kazimierza, w ostatnim numerze « POLONII » z dnia 26 zm., dziękując najuprzejmiej za wyrazy uznania łaskawie wyrażone Zarządowi tej Instytucji, z wyszczególnieniem sekretarza i skarbnika, ten ostatni poczytuje sobie za obowiązek zaznaczyć:

Po pierwsze, że nie przyznaje on sobie żadnej zasługi, której by nie dzielił ze wszystkimi tegoż zarządu członkami;

po wtóre, że, jakkolwiek ciężkiem pozostaje położenie pomienionego zakładu, nikt w nim nie ma powodu skarżyć się na brak ofiarności ze strony polskich posiadaczy wielkich fortun. Z jednej strony bowiem ostatnie wypadki uszczupliły ich liczbę wszędzie, osobliwie zaś w Paryżu, z drugiej strony zaś, bądź co bądź, Zakład przetrwał, od lat sześciu, najcięższą próbę, nie tylko nie uszczuplając liczby przytulonych, ale ją znacznie powiększając, odpowiednio do okolicznościowych potrzeb. W krytycznych bowiem chwilach, zawsze pomoc, potrzebna skarbnikowi, dopisała; jakoż i obecnie, w przeddzień ogłoszenia artykułu « POLONII », na jego wezwanie, dwoje ze stałych dobroczyńców Zakładu, Państwo Halpertowie, odpowiedzieli przesłaniem dodatkowego czeku na pięć tysięcy franków; dwoje drugih, księstwo Poniatowsky, obietnicą takiejże samej kwoty; innych wpływów ma on powód oczekiwać, i, na razie, w bieżącym przynajmniej roku, byt Śgo. Kazimierza jest zapewnionym.

Prosząc o łaskawe zamieszczenie tych wskazówek, które pożądaniami zapewne będą dla wielu czytelników, łączę wyrazy głębokiego uszanowania.

Skarbnik K. Waliszewski.

Wydrukowaliśmy powyższe wyjaśnienie w imię bezstronności. Stwierdzić przecież musimy, iż w niczem ono nie prostuje naszego poglądu. Okoliczność, iż w « przeddzień ogłoszenia artykułu « POLONII » znaleźli się doraźni dobroczyńcy, z których jedni odrazu pośpieszyli z pomocą, drudzy zapowiedzieli swą pomoc, w niczem nie umniejsza naszych wywodów o tem, że Instytucja Św. Kazimierza skazana jest na bytowanie od łaskawości do łaskawości, od daru do daru, że nie ma zapewnionego spokojnego jutra i że ofiarność na jej rzecz jest nikła i właśnie w stosunku do olbrzymich fortun dobrodziejów Zakładu. Moglibyśmy argumenty nasze poprzeć leżącymi przed naszymi oczyma własnymi sprawozdaniami Zarządu Św. Kazimierza i z lat, kiedy nie można było powoływać się na straty wojenne, moglibyśmy sięgnąć nawet do liczb, — ale ponie-

waż nie szło nam i nie może iść o imienne wytykanie magnackiego skąpstwa a już w żadnym przypadku o chęć przyczynienia trudności czy przykrości Zakładowi Św. Kazimierza, przeto na tych luźnych uwagach poprzestajemy. Urywamy poprostu, ileże i ci skąpcy gotowi się obrazić na POLONIĘ i... Zakładowi Św. Kazimierza i swych zapomóg odmówić..

Przejeżdżnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie między godzinami 5 a 6 po południu.

IGRZYSKA OLIMPIJSKIE

Rząd polski przyznał polskiemu komitetowi igrzysk olimpijskich kredyt na wysłanie polskiej ekspedycji na olimpiadę antwerpską. Niestety, jednak z bardzo znacznymi redukcjami. Zamiast pierwotnie projektowanych 150 reprezentantów Polski w 12 działach sportu, komitet zmuszony był wystawić budżet zredukowany do 1/5 wysokości i obejmujący tylko 30 uczestników (4 działu sportu), bez tych działów sportu, które jak hip-pika, piłka nożna, gimnastyka, wymagają udziału zbiorowych drużyn, liczących na każdy dział od kilkunastu do trzydziestu osób. Jednak i ten budżet obcięto do połowy, tak, że komitet wahał się, czy wogóle, wobec ewentualnej wskutek tych oszczędności kompromitacji, doprowadzić samą ekspedycję do skutku. Zważywszy jednak niezmiernie dotkliwe skutki natury politycznej i dyplomatycznej, w razie nieobecności Polski na olimpiadzie, gdzie będą reprezentowane wszystkie, nawet afrykańskie państwa, komitet wypowiedział się za wyjazdem kilkunastu osób. Pojedzie więc 4, 5 lekkoatletów, 2 tenisistów, 2 szermierzy i po jednym przedstawicielu fachowym (nie uczestnik) pozostałych pięciu wydziałów.

Czynione są nadto starania, aby wydział hip-piczny, składający się z samych oficerów W. P., pojechał wraz z koniami na koszt ministerjum spraw wojskowych.

Jednak i w tych warunkach trzeba będzie liczyć na bardzo wydatną ofiarność społeczeństwa, gdyż przyznane przez rząd 2 miliony wystarczyły zaledwie na przygotowanie i ekwipunek.

KRONIKA

◆ Dobry tydzień.

Mieliśmy dobry, pociejący tydzień... JAKO? JAKO?... Może zalegający Prenumeratorzy nasi ocknęli się, ujęli się pocuciem i sygnęli nareszcie pieniędzmi? A może cęga z dachu... alias przypadek, rzucił w nasze objęcia mecenasa pracy publicznej i ten wsparł nas potężnym ramieniem? Więc chyba umniejszono nam podatków?... Gdzietam!.. Tedy niezawodnie drukarz rozplakał się, wzruszony borykaniem Polonii, i zniżył płacone haracze? Aha, spadek runął na Redaktora?... Amerykańscy jego przyjaciele plunęli mu dolarami?... Hm... niezawodnie dygnitarz minister, który był wyjechał na karku Polonii, zaprosił redakcję na śniadanie i uderzył się w swe szerokie piersi polityczne?... Jeszcze nie to. Administratora wychodzi za mąż za największego z paskarzy, który płaci nam odszkodowanie!...

Nie, nie, a przecież mieliśmy dobry, pociejący tydzień, bo... składki na działwę polską ubogą ruszyły się raźniej, bo przekroczyliśmy pierwszy tysiąc franków!.. A choć daleka jeszcze droga do potrzebnych nam siedmiu tysięcy, przecież wyciągniemy, wydusimy, wycisniemy. Starczy nam po temu i cierpliwości i energii, bo o działwę polską chodzi!..

◆ Poszukujemy.

Poszukujemy adresu pp. Nawrockich w Paryżu, rodziców Stanisława Nawrockiego, kaprała Armii polskiej (błękitnej), właścicieli handlu żelazem. Adres ten potrzebny jest przybyłej do pp. N. Rodaczce z Poznania, której w drodze skradziono, między innymi, i notatnik z tym adresem. Wszystkie osoby, mogące w tej mierze udzielić wskazówki, raczą nadesłać ją do Administracji « POLONII ».

◆ Nowy attaché wojskowy.

Dowiadujemy się, iż stanowisko attaché wojskowego przy Legacji ma zająć kapitan Dowbór, oczywiście w zastępstwie, ileże stanowisko to winien objąć i obejmie niezawodnie jeden z wyzszych i doświadczonych oficerów sztabowych.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

Wielki wybór futer.
Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.

103, boulevard du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

**WODA KWIATOWA
ZMARTWYCHWSTANIE**

WYRABIANA W PARYŻU

PRZEZ

TOWARZYSTWO FRANCUSKIE PERFUMERII

BROCARD & Cie, Paris

Sprzedaż: **MAISON LONGUEVILLE**

346, rue Saint-Honoré

(przy Place Vendôme)

MAISON JEAN

81, Avenue des Ternes

POTRZEBNA jest natychmiast młoda nauczycielka-polka na wyjazd do letniska do dozoru dziatwy polskiej. Całodzienne utrzymanie i wynagrodzenie 150 Fr. miesięcznie. Zgłaszać się jaknajprędzej do «Opieki Polskiej», 6, Quai d'Orleans, w Paryżu.

STOWARZYSZENIE TECHNIKÓW-POLAKÓW W PARYŻU

Komunikuje o wakujących, w Szkole Politechnicznej we Lwowie, dwóch katedrach profesorskich:

- 1) Mechaniki (machiny kolejowe),
- 2) Elektrotechniki (stacje centralne, zaprowadzanie energii elektrycznej itp.).

Termin wnoszenia podań, odnośnie pierwszej katedry, koniec lipca a odnośnie drugiej koniec sierpnia.

Po szczegółowy opis konkursu należy się zwracać piśmiennie, pod adresem Sekretarza Stowarzyszenia Techników-Polaków w Paryżu, p. B. Rotsztata, 5, rue Broca Paris, V.

◆ Paryż-Warszawa.

W komunikacji między Paryżem a Warszawą nastąpiły, jak to zapowiadaliśmy, następujące zmiany. Począwszy od niedzieli 20 czerwca z Paryża, a od środy 23 czerwca r. b. z Warszawy skierowuje się ruch pociągu ekspresowego Paryż — Wiedeń — Warszawa na drogę Paryż — Praga — Warszawa.

Od tego czasu pociągi ekspresowe (odjazd z Paryża co niedziele, wtorki i czwartki), kursują na liniach polskich według następującego programu: z Paryża do Warszawy No. 3 (1403.4) z Bogumina co wtorki, czwartki i soboty, a z Warszawy do Paryża No. 3.1404.4 z Warszawy co poniedziałki, środy i piątki (przyjazd do Paryża co niedziele, środy i piątki).

Równocześnie ze skierowaniem pociągu ekspresowego na Pragę zaprowadzono trzy razy w tygodniu bezpośrednią komunikację pociągiem pociągami I i II kl. między Paryżem, a Warszawą przez Pragę i między Pragę a Lwo-

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

Porady prawne, sprawy przed trybunałami: handlowym, pokoju i prud'hommes, etc. przez Adwokata. Zgłaszać się w godz. od 10-jej do 11-jej rano, 3 bis, rue Emile-Allez.

HENRYK HUT

FUTRA wielki wybór wyrobów Kuśnierskich

96, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

CAFÉ DE LA ROTONDE

Rendez-vous Artystów

105, boulevard des Arts, Rzeźbiarzy, Muzyków, Montparnasse Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

POKOJ

umeblowany z kuchnią do wynajęcia

niedrogo, na 3 miesiące letnie. 12, rue

de l'Université. Cremerie.

MIESZKANIE.

Kto z rodaków mógłby

wskazać dla 5 ciu osób

mieszkanie bez mebli. Zaraz lub od 15 sierpn.

Paryż lub Banlieu. Łaskawe zgłoszenia pod

A. S. F. do Polonii.

BANQUE FRANÇAISE

pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE

Capital 60 Millions — 17, RUE SCRIBE - PARIS

PRINCIPALES OPÉRATIONS

Dépôts de Fonds avec intérêt — Compte de Chèques — Garde Titres — Lettres de Crédit — Vente et achat de monnaies — Change — Délivrance de chèques sur tous pays — Location de coffres-forts.

wem, wreszcie między Wiedniem a Warszawą i Wiedniem a Lwowem, a mianowicie pociągami No. 109.1405 6 i No. 5.1406.110 do i z Warszawy, a pociągami No. 119.9 i 10.110 do i ze Lwowa.

Pociąg No. 109 z Bogumina do Krakowa uruchomił się po raz pierwszy dnia 23 czerwca i będzie kursował następnie co niedziele, środy i piątki, pociąg No. 110 z Krakowa do Bogumina uruchomił się po raz pierwszy dnia 24 czerwca i kursuje następnie co niedziele, wtorki i czwartki.

I/II kl. Paryż — Praga — Warszawa (odjazd z Paryża godz. 20.10 co poniedziałki, środy i piątki, przyjazd do Paryża godz. 9.10, co soboty, wtorki i czwartki).

I/III kl. Praga—Lwów (odjazd z Pragi godz. 7.15 co niedziele, środy i piątki; przyjazd do Pragi godz. 21.37 co niedziele, wtorki i czwartki).

I/II kl. i sypialny Wiedeń—Warszawa, I/II—(Wiedeń—Lwów i I/II kl. Wiedeń—Kraków) odjazd z Wiednia godz. 8.25 co niedziele, środy i piątki. (Przyjazd do Wiednia godz. 20.20 co niedziele, wtorki i czwartki).

Odjazd powyższych wagonów pociągami nr. 109 z Bogumina odbywa się w niedziele, środy i piątki; powrót zaś z Warszawy pociągami nr. 5 ze Lwowa nr. 10 co poniedziałki, środy i soboty, a z Krakowa pociągami nr. 110 co niedziele, wtorki i czwartki.

Dotychczasowe więc pociągi na Wiedeń zostały skasowane.

Jest to już pewien i duży postęp. Choć ceny przejazdu, jak dotąd, są poprostu okrutne, dostępne tylko w tej komunikacji bezpośredniej dla magnatów, złodziei lub, jeżdżących na koszt Rzeczypospolitej, dyplomatów.

◆ **Relacje między artystami dramatycznymi.**

P. E. Lindowska, artystka dramatyczna i literatka, została upoważniona przez Francuski Syndykat artystów dramatycznych do wejścia w bezpośredni stosunek ze Związkiem artystów dramatycznych scen polskich, celem zawiazania z tymże stałych węzłów. P. L. wyjeżdża na dwa miesiące do kraju.

◆ **Przypominamy.**

Przypominamy, iż czas odnowić półroczną i kwartalną prenumeratę, która ukończyła się w dniu 1 lipca.

◆ **Odczyt.**

Przypominamy wszystkim nieuwważnym Czytelnikom, że w dniu dzisiejszym, w sobotę, w sali Société d'Expansion Economique, 23, rue de Messine, przyjaciel nasz, znawca naszych stosunków, p. George Bienaimé wygłosi odczyt na temat «Sytuacja polityczna i ekonomiczna Polski».

BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały: w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie, Lublinie, Piotrkowie i Radomiu.

Złatwia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzamian za franki, wpłacone na jego rachunek w **BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.**

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia "Commission des Changes".

Blizszych informacji udziela Administracja "POLONIA", 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 4 — 5 pp.

L. PROCHMANN**KRAWIEC MĘZKI**20, B^{is} Montmartre, 20, Paris

Téléph. Louvre 26-79

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostalki

dla podróżujących I^{ej},II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Blizszych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

Przyslijcie mandatem pocztowym**55 franków**

a wzamian otrzymacie piękny,

doskonały zegarek męzki, nik-

lowany lub oksydowany, ankie-

r, 15 rubinów, chronometr

znakomitej

FABRYKI LEFEBVRE

Gwarancja pięcioletnia.

Jako premjum: łańcuszek,

Mandaty pocztowe adresować:

ETABLISSEMENT LEFEBVRE

6, rue Mayran, Paris IX.

Katalogi wysyła się za nadesłan. 50 cent. markami.

Listy, nazwiska i adresy pisać wyraźnie.

Tłumaczenia, poprawianie błędów, eskorpondencja, przepisywanie na maszynie. Lekcje polskiego i francuskiego, 3 bis, rue Emile-Allez.

BANK

dla **HANDLU i PRZEMYSŁU**
w **WARSZAWIE**

Kapitał akcyjny 43.200.000 Mp. — Rezerwy około 7.000.000 Mp.

Instytucja centralna: **WARSZAWA, Ul. Traugutta, 8.**

ODDZIAŁY I AGENTURY: Warszawa, Biała podlaska, Białystok, Brześć-Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów,

AGENCJA W PARYŻUBiuro tymczasowe: 2, rue Grétry, Paris (II^e)

Tél. Gutenberg 47-45.

Adres telegraficzny: **Bankvarab.**
dokonywa wszelkich czynności bankowych na najkorzystniejszych warunkach; wydaje bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, przekazy pieniężne na wszystkie miejscowości Kraju i zagranicy; wypłaca pieniądze telegraficznie; otwiera rachunki czekowe i płaci od wkładów, a vista 3 1/2 % w stosunku rocznym; złatwia inkaso frachtów, weksli, trat, konosamentów, kuponów i t. d.; wykonywa zlecenia giełdowe; udziela bezpłatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między Francją a Polską.

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

LE GÉRANT: P. NEVEU



ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPOJE: Perły, Drogie Kamienie, Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph.: CENTRAL 90-10